ASSEMBLÉE NATIONALE

1er juin 2024

GÉNÉRALISER LA CONNAISSANCE ET LA MAÎTRISE DES GESTES DE PREMIERS SECOURS - (N° 2549)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS58

présenté par

M. Rancoule, M. Bentz, M. Catteau, Mme Dogor-Such, M. Frappé, Mme Lavalette,
Mme Levavasseur, Mme Ranc, M. Taché de la Pagerie, M. Muller, Mme Loir et Mme Mélin

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport qui analyse l'intérêt et les modalités de mise en œuvre de l'obligation de validation du certificat de compétences prévention et secours civiques de niveau 1 au cours de la scolarité des élèves du second degré.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à aborder plus directement le sujet de la formation aux gestes de premiers secours à l'école.

Le certificat de compétences « Prévention et Secours Civiques de niveau 1 » (PSC1) vise à former les citoyens aux premiers secours, leur permettant d'intervenir efficacement en cas d'urgence. Actuellement, cette formation n'est pas systématiquement intégrée au parcours scolaire des élèves du second degré.

Cet amendement propose de charger le Gouvernement de remettre au Parlement, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport qui analysera l'intérêt et les modalités de mise en œuvre de l'obligation de valider le certificat PSC1 au cours de la scolarité des élèves du second degré.

Former aux gestes de premiers secours dans le cadre scolaire représente une opportunité unique d'acculturer la population efficacement au secourisme. Il est essentiel d'être ambitieux dans le domaine si nous voulons former plus de gens dès le plus jeune âge.

Le code de l'éducation actuel ne précise pas le besoin d'obtenir des formations clairement identifiées, c'est un axe de progression qui a notamment été relevé dans le cadre des auditions en amont de l'étude de la proposition de loi.